



**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION  
TYPE D'OPÉRATION 4.1.3 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL  
LANGUEDOC ROUSSILLON 2014 - 2020  
APPEL A PROJET PCAE 2017  
INVESTISSEMENTS DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET CUMA  
EN FAVEUR D'UNE GESTION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE  
DE LA RESSOURCE EN EAU**

*Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.  
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.  
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) (DDT(M)) du département du siège de votre exploitation et conservez-en un exemplaire.*

<p align="center"><b>OÙ FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?</b></p>	<p align="center"><b>LA DDT/DDTM DU DÉPARTEMENT DU SIÈGE DE VOTRE EXPLOITATION</b></p> <p>- ATTENTION, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DES DÉPARTEMENTS, LEUR ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE (GARD, HÉRAULT ET PYRÉNÉES-ORIENTALES)</p> <p>- POUR LES DOSSIERS D'INVESTISSEMENTS NON PRODUCTIFS PORTÉS PAR UNE COLLECTIVITÉ SUR LE BASSIN ADOUR-GARONNE, VEUILLEZ ADRESSER UNE COPIE DU DOSSIER À L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE.</p>
<p align="center"><b>INTITULE DU PROJET</b></p>	<input type="text"/>
<p align="center"><b>NOM DU DEMANDEUR</b></p>	<input type="text"/>

**CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION**

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

**IDENTIFICATION DU DEMANDEUR  
EXPLOITATION AGRICOLE**

N° SIRET :   
*attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises*

N° PACAGE :   
*Concerne uniquement les agriculteurs*

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant)  Madame  Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :  Commune :

Téléphone : Fixe  mobile :

Mél :

Adresse site internet :

***Pour les personnes morales :***

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe  mobile

Mél :

N° SIRET :

**attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises**

Date de création :

Adresse du siège social:

Code postal :

Commune :

☎ fixe :

Téléphone portable professionnel :

N° de télécopie :

Mél :

**Représentant légal de la CUMA**CIVILITE :  Madame  Monsieur

NOM :

Prénom :

Sa qualité :

☎ fixe :

Téléphone portable professionnel :

Mél :

**Responsable du projet (si différent du représentant légal)**

NOM :

Prénom :

☎ fixe :

Téléphone portable professionnel :

Mél :

## COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Indiquer ci-après les coordonnées bancaires du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

## CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR - CUMA

### EXPLOITATION AGRICOLE

#### Pour les personnes physiques

1. Etes-vous exploitant :  Agriculteur à titre principal (ATP)

Agriculteur à titre secondaire (ATS)

2. Etes-vous installé depuis moins de 5 ans (à partir de la date de votre 1<sup>ère</sup> affiliation MSA) ?

Oui

non

en cours d'installation

3. Bénéficiez-vous de la DJA ? oui  non

*(bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de dépôt de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT (M))*

Si oui : - date de l'installation (cf. CJA) :

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : oui  non

4. Si vous êtes installé depuis moins de 5 ans sans DJA, date d'installation figurant sur votre attestation MSA :

5. Si vous êtes en cours d'installation :

- date de dépôt de dossier JA en DDT/M :

ou date de RJA :

- date d'enregistrement CFE :

#### Pour les personnes morales

Nombre d'associés – exploitants (\*) :

Nombre d'ATP (Agriculteur à Titre Principal) :

Nombre d'ATS (Agriculteur à Titre Secondaire) :

Ou Nombre d'ETP (Equivalent Temps Plein) :

**CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR - CUMA**

Civilité Nom et prénom des associés Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire DJA (**)		Si installé depuis moins de 5 ans DJA (***)	Si en cours d'installation
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

(\*) rappel -chaque associé exploitant doit fournir une attestation d'affiliation à la MSA en qualité de non salarié agricole (hors personne en parcours installation)

**(\*\*) bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide JA à la DDT(M)**

(\*\*\*) à la date de dépôt de ce formulaire et à compter de la date de première affiliation MSA

**CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR - CUMA**

Nombre d'adhérents total de la CUMA à la date de la demande :

**Pour les CUMA, les points 1, 3, 4, 5 et 7 sont à compléter.  
Pour les collectivités, le point 4 est à compléter.**

**1. Localisation du siège de l'exploitation ou de la CUMA :**

Identique à l'adresse postale du

**demandeur**

Sinon, préciser l'adresse :

**Code postal :**

**Commune :**

**2. Informations Générales pour les exploitations agricoles**

Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière dans la notice annexe 8)

Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

– SAU en ha :

ha

**3. Informations Générales pour les exploitations et les CUMA**

L'exploitation, ou l'ensemble des adhérents de la CUMA sont-ils reconnus en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement

non

L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?

oui, niveau 2

oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)

non

L'exploitation, ou l'ensemble des adhérents de la CUMA mettent-ils en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

oui, en cours de contractualisation

oui, exploitation engagée

non

Si oui, laquelle :

**4. Votre exploitation ou la CUMA ou le territoire concerné par le projet est-il concerné par le zonage suivant :**

Zone à handicap naturel :

défavorisée simple ou piémont

montagne ou haute montagne

non

**5. Situation de l'exploitation ou de la CUMA au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :**

Votre exploitation est :

déclarée au titre de la réglementation susvisée

enregistrée au titre de la réglementation susvisée

autorisée au titre de la réglementation susvisée

non soumise (RSD)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels :

**6. Situation de l'exploitation ou de la CUMA au regard de la réglementation sur la loi sur l'eau (prélèvement):**

Votre exploitation est :  déclarée au titre de la réglementation susvisée  
 autorisée au titre de la réglementation susvisée  
 non soumise

**7. Démarches collectives**

Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs Organisation de producteurs ?  oui  non

Si oui, précisez :

Nom de l'OP ou des OP :

L'exploitation agricole est-elle adhérente à une CUMA ?  oui  non

Si oui, précisez :

Nom et numéro de la CUMA :

L'exploitation agricole est-elle membre d'un GIEE ?  oui  non

**8. Situation économique de l'exploitation**

	Valeur en euros de l'année précédente (dernier exercice clos) année à préciser :
	<input type="text"/>
Fonds propres de l'exploitation (1)	<input type="text"/>

(1) en cas d'installation ou de démarrage d'activité avec création d'une exploitation ou pour les exploitations au forfait sans tenue de comptabilité par un expert-comptable, mentionnez « SANS OBJET »

Si la société ou personne morale existait précédemment et même si l'activité en est modifiée, mentionnez les fonds propres du dernier exercice clos

Pour tous les demandeurs

Votre exploitation a-t-elle un régime fiscal :  au réel  au forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert comptable :  oui  non

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde ou en redressement judiciaire ?  oui  non

**IDENTIFICATION DU PROJET**

**a/ Libellé du projet** (Une présentation plus détaillée est attendue dans le « Projet de Développement de l'Exploitation ou de la CUMA PCAE » (Annexe 1) et/ou la présentation du projet Investissements Non Productifs (Annexe 2))

**b/ Localisation du projet** :  Identique à la localisation du siège d'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

La localisation des parcelles concernées détermine l'instruction de certains critères de sélection. En l'absence de cette précision avec extrait parcellaire à l'appui (si besoin), le siège d'exploitation sera retenu par défaut.



Zone vulnérable aux nitrates délimitée par un arrêté préfectoral:  oui  non

Si oui, préciser ....

Zone de déséquilibre quantitatif au regard des prélèvements identifiée dans le SDAGE  oui  non

Démarche collective ou plan d'action territorial validé par une Agence de l'Eau  oui  non

Si oui, préciser le nom :

### c/ Éléments concernant le projet :

Types de cultures

grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pommes de terre, cultures textiles et énergétiques...)

cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges...)  horticulture

maraîchage  viticulture

autres cultures spécialisées (tabac, ...), précisé :

autres productions, préciser :

Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production principalement concernée par le projet ainsi que la filière le cas échéant :

Le projet concerne-t-il une ou plusieurs démarches qualité :

SIQO (Signe Officiel de la Qualité et de l'Origine) :

AB

AOP

IGP

Label Rouge

Certification de Conformité Produit

Non

Mention Valorisante (montagne, fermier) :

Montagne

Fermier

Autre :

Sans objet

Nombre d'emploi créé par le projet :  0  0,5  1  1,5  2  >2

Le projet présenté s'inscrit-il dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?  oui  non

### d/Projet portant sur un investissement d'irrigation (système goutte à goutte et/ou matériel de pilotage) visant une économie d'eau

*Seuls sont éligibles les investissements permettant une économie d'eau à l'échelle de l'exploitation par un système goutte à goutte :*

*- d'au moins 25% en remplacement de l'irrigation gravitaire*

*- d'au moins 10% en remplacement d'un autre système d'irrigation.*

*Un contrôle quantitatif à posteriori est susceptible d'être réalisé sur ce point.*

Veuillez indiquer si :

votre exploitation est équipée d'un système de mesure de la consommation d'eau

un système de mesure de la consommation d'eau sera mis en place dans le cadre de votre projet

votre investissement remplace une installation déjà existante. À préciser :

Veuillez indiquer l'historique de la consommation d'eau de l'exploitation et le prévisionnel après projet :

	N-3	N-2	N-1	Année de référence à préciser :	Prévisionnel après projet année à préciser :
				<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>Consommation d'eau annuelle (en m<sup>3</sup>).</b> A partir:					
<input type="checkbox"/> Déclaration redevance Avance de l'eau					
<input type="checkbox"/> Facture relevé de consommation d'eau					

Le prévisionnel peut être établi à partir de références de l'Agence de l'eau ou des données du fournisseur du matériel, à préciser dans le cadre du dossier de demande. Veuillez-vous référer à la notice explicative.

**e/ Déroulement du projet :**

Date prévue de début de projet :  (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet :  (jour, mois, année)

**AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE**

Le projet d'investissement pour lequel la subvention est sollicitée doit concourir à améliorer la performance économique, environnementale ou sociale de l'exploitation agricole ; des adhérents ou de la CUMA ; ou du territoire agricole concerné pour une collectivité.

Le demandeur doit indiquer et justifier les impacts de son projet sur les items ci-dessous. Il pourra s'appuyer sur des données de référentiels qu'il transposera à son exploitation ou tout autre document. Le projet doit avoir un impact sur au moins un des critères suivants

**Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.**

**Une justification et la cohérence avec les éléments du Projet de Développement de l'Exploitation PCAE sont nécessaires à la validation du critère.**

**CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX :**

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors : Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : <i>champ libre ou listes de pièces</i>
Certification AB, certification HVE niveau 2 ou 3, adhésion à un GIEE	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<i>En lien avec le projet présenté Joindre au dossier l'attestation</i>
Engagement dans une MAEC	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<i>En lien avec le projet présenté Joindre au dossier une pièce justificative</i>

<p>Réduction de l'utilisation des intrants (engrais, produits phytosanitaires, carburants...)</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>
<p>Préservation du sol et limitation de l'érosion</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>
<p>Diminution de la consommation en eau (diminution à minima de 10 % entre avant et après projet)</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>
<p>Diminution de la consommation d'énergie (mettre%)</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>
<p>Biodiversité</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>
<p>Diminution des pollutions ponctuelles</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>
<p>un autre critère environnemental. Lequel :</p> <div style="border: 1px solid black; height: 40px; width: 100%; margin-top: 5px;"></div>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>	<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<p><i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i></p>

CRITÈRES ÉCONOMIQUES :

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : <i>champ libre ou listes de pièces</i>
Augmentation du Chiffre d'Affaires (augmentation à minima +10 % entre avant et après projet)	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Eléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE Justifiez l'évolution du CA en lien avec le projet présenté (ex augmentation de la production, marché plus rémunérateur...)</i>
Diminution des charges d'exploitation (l'appréciation pourra se faire à l'échelle d'un atelier, d'un poste de dépense ou de l'exploitation)	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Eléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE Justifiez en quoi les investissements réalisés permettent une réelle diminution des charges et indiquez les charges concernées</i>
Augmentation de l'EBE (augmentation à minima +10 % entre avant et après projet)	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Eléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE Justifiez l'évolution de l'EBE en lien avec le projet présenté (ex augmentation de la production, marché plus rémunérateur...)</i>
l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation.	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Justifiez en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>
un autre critère économique. Lequel :  <input type="text"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Justifiez en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>

**CRITÈRES SOCIAUX :**

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : <i>champ libre ou listes de pièces</i>
l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, astreinte, ergonomie, etc.).	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Justifiez l'évolution des conditions de travail sur l'atelier concernant la demande en lien avec les investissements et travaux présentés</i>
l'émergence d'un projet collectif.	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Justifiez en lien avec le projet présenté (ex mise en œuvre d'un projet GIEE)</i>
Mutualisation d'emploi/ création de groupement d'employeurs	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>La création d'emploi doit être visible financièrement dans le PDE-PCAE Justifiez en lien avec le projet présenté</i>
la création d'emploi (en dehors de l'exploitant/ emploi pérenne)	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>La création d'emploi doit être visible financièrement dans le PDE-PCAE Justifiez en lien avec le projet présenté</i>
autre cas de figure. Lequel :  <input type="text"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		<i>Justifiez en lien avec le projet présenté</i>

## CRITÈRES DE SÉLECTION

Les dossiers sont classés en fonction de leur note obtenue selon les critères ci-après.

La grille est remplie **au regard du projet présenté** dans la demande de financement.

Pour chaque critère, si les conditions sont remplies la totalité des points attribuables est comptabilisée. Dans le cas de critères comportant plusieurs conditions de réalisation non cumulatives, si l'une des conditions au moins est remplie, la totalité des points attribuables est comptabilisée. La note minimale est fixée à **30 points**.

Principes de sélection fixés dans le PDR	Critères de sélection	Nb points	Si oui, cochez la case	Pièce justificative et éléments d'appréciation du critère*
<b>Projet concernant une nouvelle installation ou une installation de moins de 5 ans</b>	- Installation depuis moins de 5 ans à la date de la demande / - personnes en parcours installation	30	<input type="checkbox"/>	<p>Pour les JA : RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M)</p> <p>Pour les nouveaux exploitants non JA : attestation MSA</p> <p><i>*Il doit y avoir moins de 5 ans entre la date d'installation effective ou de la première affiliation MSA et la date du dépôt de la demande.</i></p>
	activité de réinsertion ou espace test agricole	10	<input type="checkbox"/>	<p>- statut de la structure ou document contractuel avec un organisme de réinsertion</p> <p>- attestation d'adhésion au réseau national RENETA</p> <p><i>*L'activité de réinsertion doit être intégrée dans les statuts ou être concrétisée dans le cadre d'une convention avec un organisme.</i></p> <p><i>Les espaces test doivent être adhérent au réseau national RENETA</i></p>
	Investissement(s) éligibles liés à la mise en œuvre d'une MAEC bénéficiant de la bonification du taux d'aide publique de 20 %	5	<input type="checkbox"/>	<p>Demande d'aide MAEC ou tout document attestant de la mise en œuvre de la MAEC</p>
<b>Demandeur n'ayant pas encore fait l'objet d'une aide pour le même atelier de production dans le cadre de ce type d'opération</b>	Non récurrence de l'aide	25	<input type="checkbox"/>	<p><i>*Le demandeur ne doit pas avoir fait l'objet d'une attribution d'aide depuis 2014 dans le cadre du même dispositif (même si le versement n'a pas été effectif)</i></p> <p><b>Une vigilance sera également apportée au dossier dont le demandeur n'a pas réalisé les dépenses prévues dans son précédent dossier</b></p>
<b>Projet relevant d'une exploitation ayant obtenu une certification environnementale de niveau 2 ou 3 (cf définition)</b>	- certification HVE niveau 3	15	<input type="checkbox"/>	<p>Certificat</p>
	HVE niveau 2	5	<input type="checkbox"/>	<p>Certificat</p>
<b>Démarches de territoires ou territoires à enjeux reconnus par une Agence de l'Eau</b>	<p>démarches de territoires dans le cadre d'une opération collective validée par une agence de l'eau</p> <p>territoires identifiés en application d'un programme d'actions sur aires de captage prioritaires</p>	20*	<input type="checkbox"/>	<p>Référence du territoire à enjeux ou démarche.</p> <p>Pour les Investissements non Productifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le bassin RMC et Loire Bretagne: un courrier de l'Agence de l'Eau validant la démarche est nécessaire.</li> <li>- pour le bassin Adour-Garonne : complétez l'annexe 2 pour un agriculteur ou transmettre une copie du dossier à la délégation pour une collectivité.</li> </ul> <p><i>* En lien avec la localisation de l'investissement</i></p> <p><i>Cette localisation doit être précisée dans le formulaire. Il est conseillé de joindre un extrait parcellaire des parcelles concernées pour justifier plus précisément la localisation.</i></p> <p><i>Sans ces précisions, il sera pris en considération la localisation du siège d'exploitation.</i></p> <p><i>Veuillez contacter votre DDT(M) pour plus de précisions à ce sujet</i></p>

<b>Zonages prioritaires - pour l'enjeu de réduction de la pression sur la ressource en eau : zones de déséquilibre quantitatif au regard des prélèvements identifiés dans le SDAGE, - pour l'enjeu de réduction de la pollution par les fertilisants : zones vulnérables aux nitrates délimités par arrêté préfectoral</b>	territoires identifiés comme prioritaires au regard de l'enjeu eau (SDAGE) ou réduction des pollutions par les fertilisants (zones vulnérables)	20*	<input type="checkbox"/>	Référence du territoire à enjeux ou démarche - « zones de déséquilibre quantitatif au regard des prélèvements identifiés dans le SDAGE » - zones vulnérables aux nitrates  <i>* En lien avec la localisation de l'investissement</i>  <i>Cette localisation doit être précisée dans le formulaire. Il est conseillé de joindre un extrait parcellaire des parcelles concernées pour justifier plus précisément la localisation.</i>  <i>Sans ces précisions, il sera pris en considération la localisation du siège d'exploitation.</i>  <i>cf annexe 6 et 7 de la notice</i>
<b>Projet concernant une production sous signe de qualité (cf définition)</b>	Investissement(s) éligibles liés au mode de production en Agriculture Biologique bénéficiant de la bonification du taux d'aide publique de 20 %	30	<input type="checkbox"/>	Certificat AB  <i>*La mention AB doit porter sur la production concernée par le projet, objet de la demande.</i>
<b>Exploitation faisant partie d'un GIEE (cf définition) ou d'un GO (cf définition)</b>	appartenance à un GIEE	10	<input type="checkbox"/>	Attestation d'adhésion  <i>*Le GIEE doit avoir été reconnu par les services de l'État et être en lien avec le projet présenté</i>
<b>Investissements collectifs ou porté par une collectivité</b>	Portage par un groupement d'agriculteur (cf. définition du PDR) dont les CUMA, ou par une collectivité	20	<input type="checkbox"/>	
<b>Projets /investissements prioritaires</b>	Matériel de substitution permettant la suppression des herbicides	20	<input type="checkbox"/>	<i>Sur la base des investissements éligibles présentés dans la demande</i>  <i>Les points sont cumulables dans le cas où plusieurs investissements éligibles sont présentés dans des catégories différentes.</i>  <i>**Justifier d'un accès à une aire de lavage avec registre à jour : enregistrement des apports, des épandages, de maintenance si contrat de sous-traitance et selon le procédé (dégradation, déshydratation...)</i>
	Utilisation d'une aire de lavage avec tenue d'un cahier d'enregistrement à jour **	10	<input type="checkbox"/>	
	Investissements permettant d'assurer la fonctionnalité des milieux (exemples : création/maintien de zones tampons, restauration de mares, implantation de haies, etc.)	20	<input type="checkbox"/>	
	Matériel de substitution permettant la réduction des pollutions par les produits phytosanitaires (hors herbicides)	15	<input type="checkbox"/>	
	Investissement permettant la réduction des pollutions par les fertilisants	15	<input type="checkbox"/>	
	Matériel permettant une réduction prévisionnelle supérieure à 50 % de la consommation d'eau pour l'irrigation au niveau de l'ilot parcellaire équipé.	25	<input type="checkbox"/>	
<b>TOTAL</b>	<input type="text"/>		<input type="text"/>	

\* Non cumulable

## DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

**Pour les porteurs de projets soumis à la réglementation Marchés Publics (collectivités territoriales), remplir les annexes « Marchés Publics lancés ou non lancés » en fonction de l'avancement de votre procédure lors du dépôt de la demande et joindre les pièces correspondantes.**

**Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des Marchés Publics : Veuillez numéroter chaque devis (numéro d'ordre 01 à 99) et reporter le numéro sur les tableaux ci-dessous.**

**Attention :**

1 devis devra être présenté dans la demande pour les devis inférieurs à 3 000 €HT

2 devis de 2 fournisseurs différents devront être présentés dans la demande pour les devis entre 3 000 €HT et 90 000 € HT

3 devis de 3 fournisseurs différents devront être présentés dans la demande pour les devis supérieurs à 90 000 € HT

**Les devis doivent être précis, faire référence à un intitulé de matériel éligible et être comparables (cf notice).** Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix.

**a) Investissements matériels productifs**

Libellé de l'investissement	Devis retenus					N° devis non retenu
	Nombre de matériels	N° devis	Fournisseur à l'origine du devis	Montant total (HT)		
<b>SOUS-TOTAL</b>						

**b) Investissements matériels non productifs**

Libellé de l'investissement	Devis retenus					N° devis non retenu
	Nombre de matériels	N° devis	Fournisseur à l'origine du devis	Montant total (HT)		
<b>SOUS-TOTAL</b>						

**c) Frais généraux liés aux investissements non productifs, dans la limite de 30 % des investissements matériels non productifs éligibles**

Libellé de l'investissement	Devis retenus					N° devis non retenu
	Nombre de matériels	N° devis	Fournisseur à l'origine du devis	Montant total (HT)		
<b>SOUS-TOTAL</b>						

<b>TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES</b> [a+b+c]	<b>Montant HT</b>	<b>Montant réel supporté</b> (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €



**CUMA : ADHERENTS PARTICIPANTS AUX INVESTISSEMENTS PROJETES**Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la coopérative participant à l'investissement : *Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus de 10 adhérents participant à l'investissement. (\*)*

<b>N°*</b>	<b>Nom et prénom de l'adhérent participant</b>	<b>N° PACAGE ou SIRET</b>	<b>Investissement</b>
1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
11	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

**COLLECTIVITÉS : AGRICULTEURS CONCERNÉS PAR LE PROJET**

Nombre d' exploitants agricoles participant à l'investissement :

*Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si plus de 10 exploitants participent à l'investissement. (\*)*

<b>N°*</b>	<b>Nom et prénom de l'exploitant participant</b>	<b>N° PACAGE ou SIRET</b>	<b>Investissement</b>
1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
11	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET**

**A Financement d'origine publique**

Financeurs publics sollicités	Montants	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
Etat	}	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agence de l'eau		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Départemental		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme opérationnel (FEAGA)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)</b>				
<b>Sous-total financeurs publics</b>				
<b>B Financement d'origine privée</b>				
Emprunt bonifié (PB-JA) (1)				
Emprunt non bonifié (2)				
Auto – financement				
Participation du secteur privé (à préciser)				
<b>Sous-total financeurs privés</b>				
<b>TOTAL A + B</b>				
<b>TOTAL général = coût du projet</b>				

(1) Si oui, les prêts vous ont t-ils été accordés par l'établissement bancaire :  oui  non

(2) Si oui, les prêts vous ont t-ils été accordés par l'établissement bancaire :  oui  non

**Veillez cocher toutes les cases et prendre connaissance de vos engagements**

**Je déclare et atteste sur l'honneur :**

- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour les mêmes investissements,
- être à jour de mes cotisations sociales (ne concerne pas les collectivités),
- pour les projets réalisés sur le bassin Adour Garonne, être à jour des redevances de l'Agence de l'Eau ( ne concerne pas les collectivités)
- ne pas avoir sollicité une demande de financement au titre des fonds opérationnel dans le cadre de l'OCM viticulture ou fruits et légumes (programme Opérationnel) pour les mêmes investissements,
- ne pas avoir commencé l'exécution des investissements prévisionnels présentés dans le présent formulaire avant la date de dépôt de la demande,
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement ( ne concerne pas les collectivités) ,
- présenter une situation régulière avant-projet à l'égard de la réglementation relative à l'eau et aux milieux aquatiques et marins (articles L 214-1 à L 214-6) et aux installations classées pour la protection de l'environnement (articles L 512-1 à L 513-1) au titre du code de l'environnement ( ne concerne pas les collectivités)
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces-jointes,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel le ou les investissements sont projetés, l'autorisation de réaliser ces investissements.

**Je m'engage à :**

- réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée,
- informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la forme juridique de ma structure ou du projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération,
- fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- transmettre sans délai aux services instructeurs une déclaration de début de travaux,
- obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire,...),
- entreprendre, pour le projet objet de la demande de subvention, les démarches nécessaires auprès des services compétents de la Préfecture de mon département afin de déterminer si le projet relève de l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'environnement) et le cas échéant, procéder à la déclaration ou à la demande d'autorisation,
- entreprendre, pour le projet objet de la demande de subvention, les démarches nécessaires auprès des services compétents de la Préfecture de mon département afin de déterminer si le projet relève de l'application de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et le cas échéant, procéder à la déclaration ou à la demande d'autorisation,
- informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatif au projet
- respecter le cas échéant, les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations, telles qu'elles seront précisées dans la décision juridique de l'attribution de l'aide
- poursuivre mon activité agricole et tout particulièrement l'activité de production ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter du paiement final de l'aide ( ne concerne pas les collectivités) ,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide,
- rester propriétaire de l'investissement pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide ( ne concerne pas les collectivités) ,
- conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles,
- permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pendant 5 ans à compter du paiement final de l'aide,
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés,
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement et de l'hygiène attachées à l'investissement objet de l'aide,
- réaliser un suivi post-installation avec un organisme labellisé après consultation du CRIT (pour les personnes en

parcours d'installation ou installées depuis moins de 5 ans et n'ayant pas bénéficié de la DJA; les espaces-test et les collectivités ne sont pas concernés).

- **conserver mes déclarations de redevance agence de l'eau ou mes factures de consommation d'eau pendant une période de cinq années à compter du paiement final de l'aide** (pour les projets portant sur ce volet - ne concerne pas les collectivités) ),
- **Pour les projets portant sur un système d'arrosage économe en eau**, vous devrez atteindre une économie d'eau réelle après projet à l'échelle de l'exploitation au moins égale à 50 % de l'objectif fixé dans la demande d'aide ( ne concerne pas les collectivités)

**Je suis informé(e) :**

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt, FranceAgriMer et la Région Languedoc Roussillon. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au service instructeur.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas (\*)

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(\*) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à

le

**Nom, Prénom et Signature(s) du demandeur** (+ Tampon de la structure)

*Pour les GAEC, nom, prénom et signature de tous les associés exploitants*

*Pour les autres structures, nom, prénom et qualité du représentant légal de la structure*

## PIÈCES À FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier <sup>1</sup>	Sans objet <sup>2</sup>	Cadre réservé à l'administration <b>NE RIEN INSCRIRE</b>
<b>Pour tous les porteurs de projet</b>			
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire avec IBAN/ BIC ou copie lisible	<input type="checkbox"/>		
<p><b>Devis détaillés des travaux ou investissements</b> y compris pour les frais généraux classés par type d'investissement et numérotés selon les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-1 devis pour les devis inférieurs à 3 000 €HT</li> <li>-2 devis de 2 fournisseurs différents pour les devis entre 3 000 €HT et 90 000 € HT</li> <li>-3 devis de 3 fournisseurs différents pour les devis supérieurs à 90 000 € HT</li> </ul> <p>Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix. (le nom de l'exploitant ou du représentant de la structure ainsi que la signature ou le cachet doit être présent sur cette note) .</p> <p>Les devis doivent mentionner les montants HT et TTC Les devis doivent être précis, faire référence à un intitulé de matériel éligible et être comparables. Une photo ou la notice technique du matériel retenu est jointe au dossier pour plus de précision le cas échéant (cf notice).</p> <p><u>Cas particulier en cas de procédure formalisée :</u> dans ce cas, il pourra être fourni à la place des devis, les pièces du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts et estimatif détaillé des investissements prévus (cf annexe 3 ou 3bis)</p>	<input type="checkbox"/>		
Projet de Développement de l'Exploitation ou de la CUMA-PCAE complété <b>(Cf. annexe 1 ou 1bis )</b>	<input type="checkbox"/>		
Attestation de régularité sociale MSA uniquement pour les exploitants et entreprises agricoles pour les dossiers déposés entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 1 <sup>er</sup> avril Et/ou accord d'étalement conclu avec la MSA si le demandeur ou un des associés n'est pas à jour de ses cotisations sociales au 1 <sup>er</sup> janvier.	<input type="checkbox"/>		
Pièces de justification correspondant aux critères d'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation	<input type="checkbox"/>		

<b>Pour tous les porteurs de projet, le cas échéant</b>			
Justificatif d'irrigation (copie contrat prestataire, copie des redevances Agence de l'eau ou copie de la facture de consommation d'eau...) <i>pour les projets présentant des investissements à ce titre</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Éléments présentant l'ancien système d'irrigation en place (justifié par des factures, attestation de l'ASA, photographies ou tout autre document)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tableau récapitulatif des parcelles irriguées précisant le système d'irrigation avant et après projet <i>pour les projets présentant des investissements à ce titre (cf annexe 5)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration de réforme du pulvérisateur <b>(cf annexe 6)</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dossier loi sur l'eau : déclaration ou autorisation de prélèvement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<p><b>Si recours à un emprunt :</b> Pour les projets dont le montant d'investissement est supérieur à 50 000 € : Accord bancaire ou document équivalent ou Plan d'entreprise JA visé par la banque</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces à fournir	Pièces jointes	Sans	Cadre réservé à
------------------	----------------	------	-----------------

<sup>1</sup> Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

	au dossier <sup>3</sup>	objet <sup>4</sup>	l'administration <b>NE RIEN INSCRIRE</b>
--	-------------------------	--------------------	---

<b>Pour les projets d'Investissements non Productifs</b>			
<b>Annexe 2</b> – Présentation du projet d'Investissements Non Productifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sur le Bassin RMC et Loire Bretagne: Attestation ou courrier de l'Agence de l'eau validant la démarche collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sur le Bassin Adour-Garonne et pour un projet porté par un exploitant ou structure agricole : <b>Annexe 3 validation de la démarche</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Schéma détaillé de la tête de forage avant et après travaux de bouchage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique si existant, à défaut carte 1/25 000ème pour les projets présentant des investissements à ce titre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Pièces complémentaires pour les exploitations individuelles</b>			
Copie d'une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport)	<input type="checkbox"/>		
Justificatif de domicile (titre de propriété, dernier avis d'imposition, quittance de loyer, de gaz, d'électricité ou de téléphone de moins de 3 mois ou une attestation d'assurance logement de moins de 3 mois)	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole	<input type="checkbox"/>		
Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos Ou, en l'absence de comptabilité tenue par un comptable, les justificatifs suivants : - dernier avis d'imposition - dernière déclaration fiscale de TVA au forfait (CA12)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Pièces complémentaires pour les collectivités territoriales</b>			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces justificatives du respect des règles de la commande publique : - Si le marché est lancé au moment du dépôt de la demande d'aide : remplir l' <b>annexe 4« marché public lancé »</b> et joindre les pièces correspondantes, - Si le marché n'est pas lancé au moment du dépôt de la demande d'aide : remplir l'annexe 4 « <b>marché public non lancé</b> » et joindre les pièces correspondantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Pour les CUMA</b>			
Extrait Kbis de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>		
Agrément coopératif	<input type="checkbox"/>		
Statuts à jours	<input type="checkbox"/>		
Dernier exercice comptable certifié par l'expert comptable ou la fédération des CUMA	<input type="checkbox"/>		
Attestation prouvant que la CUMA est adhérente et à jour de ses cotisations au HCCA	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	<input type="checkbox"/>		
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la structure	<input type="checkbox"/>		

2 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

3 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

4 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

Liste du matériel détenu par la CUMA	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents de la CUMA participant aux investissements de ne pas solliciter d'aide individuelle sur des matériels de même type sur la période 2014-2020	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents de la CUMA participants aux investissements de la présente demande (bulletin d'engagement par adhérent et par matériel)	<input type="checkbox"/>		
Attestation de non récupération de la TVA pour les CUMA non assujetties	<input type="checkbox"/>		
Document(s) attestant que l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section de la CUMA bénéficie d'une aide MAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Document(s) attestant que l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section de la CUMA bénéficie d'une aide CAB ou MAB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Pièces complémentaires pour les sociétés</b>			
Extrait Kbis à jour de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>		
Statuts actualisés de la société	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA de la structure Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole des associés (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>		
Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos Ou, en l'absence de comptabilité tenue par un comptable, les justificatifs suivants : - dernier avis d'imposition - dernière déclaration fiscale de TVA au forfait (CA12)	<input type="checkbox"/>		
Entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, chiffre d'affaires, dernier bilan consolidé du groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Pièces complémentaires pour les nouveaux exploitants</b>	<b>Pièces jointes au dossier</b>	<b>Sans objet</b>	<b>Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE</b>
Un premier exercice comptable (si existant)	<input type="checkbox"/>		
Pour les JA : RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur (exigé au moment du paiement de l'aide) ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M)  Pour les nouveaux exploitants non JA : attestation MSA comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Pièces complémentaires pour les associations, fondations, établissements</b>			
Statuts à jour	<input type="checkbox"/>		
Liste des membres du bureau et conseil d'administration	<input type="checkbox"/>		
Copie de la publication au JO, récépissé de déclaration en préfecture ou numéro d'identification RNA	<input type="checkbox"/>		
Rapports moral et financier (n-1) ou équivalent	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA de la structure	<input type="checkbox"/>		
PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>		



<b>Pièces spécifiques pour répondre aux critères de sélection</b> <i>Seules les pièces nécessaires à la justification des critères de sélection que remplissent l'exploitation ou le projet sont à fournir</i>			
<b>Afin d'argumenter plus précisément la demande d'octroi de certains points ou apporter des précisions sur la localisation de l'investissement (parcellaire concerné), une note explicative et des éléments complémentaires (relevé parcellaire) peut être fournis</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Agriculture Biologique :</b> - notification d'activité en AB auprès de l'Agence BIO mentionnant la(les) production(s) concernée(s) - ou certificat BIO délivré par un organisme certificateur mentionnant la(les) production(s) concernée(s) - ou une certificat Bio d'engagement (conversion) délivré par un organisme certificateur mentionnant la(les) production(s) concernée(s)  Pour les CUMA, cette pièce doit être fournie pour l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Certification HVE 2 ou 3 :</b> certificat d'adhésion de l'exploitation agricole Pour les CUMA, cette pièce doit être fournie pour l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>GIEE :</b> Reconnaissance GIEE avec la liste des adhérents ou attestation d'adhésion si nouveau membre Précisions à apporter sur l'objet des actions du collectif et les productions agricoles concernées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Emploi :</b> attestation du groupement d'employeur ou contrat du salarié	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Espace test agricole :</b> attestation d'adhésion au réseau national RENETA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Utilisation d'une aire de lavage individuelle ou collective :</b> justificatif de l'accès à une aire de lavage et du registre à jour : enregistrement des apports, des épandages, de maintenance si contrat de sous-traitance et selon le procédé (dégradation, déshydratation...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

## Annexe 5

PCAE Mesure 413

ANNEXE A JOINDRE AU FORMULAIRE

LOCALISATION DES PARCELLES EQUIPEES PAR UN SYSTEME D'IRRIGATION ECONOMIE EN EAU FINANCE DANS LE CADRE de la mesure 413

Commune	Référence cadastrale des parcelles	Surface (ha)	Propriétaire des parcelles (oui/non)	Irrigation préalable à la demande de subvention PVE (oui/non)	Système d'irrigation (gravitaire, aspersion...) <b>déjà existant et utilisé pour l'irrigation de la parcelle</b>	Origine de l'eau (borne BRL, ASA, forage...)	Si forage déclaration à la préfecture (DDTM) / loi sur l'eau (oui/non)	Vignes ayant bénéficié d'une aide OCM (oui/non)	Si parcelles ayant bénéficié des aides OCM, indiquer l'année de plantation	N° du devis correspondant(s) aux travaux effectués dans le cadre du dossier 413
<b>TOTAL</b>		<b>0,0000</b>								

J' (Nous)atteste(ons) sur l'honneur ne pas avoir sollicité, **pour les parcelles mentionnées dans la présente annexe**, de subvention au titre de l'OCM (Franceagrimer) dans le cadre des aides à la restructuration du vignoble **durant les 4 dernières campagnes** (2008/2009; 2009/2010; 2010/2011; 2011/2012).

Je (Nous nous) m'engage(ons) à ne pas solliciter, **pour les parcelles mentionnées dans la présente annexe**, de subvention au titre de l'OCM (Franceagrimer) pour l'installation d'un système d'irrigation par goutte à goutte **durant les 5 années après le dernier paiement de l'aide au titre de la mesure 413**.

Fait à	le	Nom et signature de l'exploitant ou associés exploitants:
--------	----	--

## Annexe 6

### Déclaration de réforme d'un pulvérisateur

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur que le pulvérisateur actuellement présent sur mon (notre) exploitation fera l'objet d'une réforme suite à l'acquisition du nouveau pulvérisateur prévu dans la présente demande.

Pour le règlement de l'aide, je m'engage (nous nous engageons) à fournir une attestation du repreneur de mon (notre) ancien pulvérisateur par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes EN 12761 et EN 907.

Fait à \_\_\_\_\_ le : \_\_\_\_\_

Signature